

M. Andras: Le rapport que je vais déposer demain porte sur le contrôle des prestations et n'a rien à voir avec la deuxième partie de la question du député.

M. l'Orateur: Le député de Joliette a la parole.

M. Alexander: J'invoque le Règlement . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a déjà posé trois questions. Nous devons poursuivre. Je vais accorder la parole au représentant de Hamilton-Ouest pour une troisième question supplémentaire, puis ce sera le tour du député de Joliette.

M. Alexander: J'invoque le règlement, monsieur l'Orateur. Le premier ministre a dit «C'est assez». En toute déférence, je signale au premier ministre qu'il n'est pas président. Son poste actuel n'est que provisoire.

Une voix: Il a dit qu'il était là pour de bon.

M. Alexander: C'est étonnant comme un seul point de pourcentage peut faire renaître l'arrogance d'autrefois.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, je cherche simplement à obtenir des renseignements pour la gouverne des députés. Prenez patience, vous verrez à quel point ils sont révélateurs. Je voudrais que le ministre nous dise si le rapport du comité consultatif l'a suffisamment éclairé pour qu'il puisse nous présenter le bill C-125, attendu depuis si longtemps, ou une version modifiée de ce bill. Ou doit-il nous donner sans cesse une réponse de Normand . . .

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Alexander: . . . et obtenir un nouveau rapport pour retarder ce bill si important?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LES SPORTS

LES JEUX OLYMPIQUES DE MONTRÉAL EN 1976— L'ÉMISSION D'UN TIMBRE COMMÉMORATIF

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes.

Étant donné l'importance pour le Comité des Jeux olympiques de Montréal de pouvoir lancer la vente d'un timbre commémoratif de cet événement de 1976, qui leur permettrait d'administrer une partie du projet, j'aimerais demander au ministre s'il peut dire à quel moment ce timbre sera disponible.

L'hon. André Ouellet (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, je crois comprendre qu'un projet de loi sur les Jeux olympiques de Montréal est actuellement en voie de préparation, et je peux assurer l'honorable député que lorsque le Parlement l'aura adopté, les Postes canadiennes seront disposées à répondre affirmativement à la demande du COJO.

Questions orales

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIETNAM—LA REPRISSE DES HOSTILITÉS—MESURES EN VUE DE CONVOQUER LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE À PARIS

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

M. l'Orateur: A l'ordre. Les honorables députés semblent pris un peu tôt de la fièvre de Pâques. Je les invite à permettre à l'honorable député de Saint-Hyacinthe de poser sa question.

M. Wagner: Merci, monsieur le président. Je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

A la suite des autres questions qui ont été posées cet après-midi, et qui indiquent l'inquiétude des députés en ce qui a trait à la reprise des hostilités en Indochine, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il dire quelles initiatives le Canada a prises en vue de convoquer de nouveau la tenue d'une conférence à Paris?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Comme je le disais tout à l'heure, monsieur l'Orateur, nous croyons opportun d'attendre le rapport de la Commission internationale de contrôle et de surveillance sur l'écrasement de l'hélicoptère avant de nous demander s'il y aurait lieu de solliciter une nouvelle convocation de la conférence de Paris. Pour l'instant, cette initiative nous semble avoir peu de chances de succès. Nous préférons sonder le terrain auparavant.

[Français]

M. Wagner: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que les bombardements au Laos et au Cambodge ne touchent en rien à l'incident de l'hélicoptère, est-ce que le ministre a l'intention de prendre certaines initiatives pour convoquer de nouveau la tenue d'une conférence à Paris, afin qu'une fois pour toutes on puisse espérer la paix en Indochine?

[Traduction]

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il me semble qu'en tant que membre de la Commission internationale de contrôle, nous devrions avoir le droit de demander à la conférence de se réunir au sujet des questions qui touchent les activités de la Commission proprement dite. Les violations de l'accord par les bombardements et par l'intrusion des troupes Nord-Vietnamiennes et ainsi de suite présentent un caractère plus général. Nous sommes membres de la conférence parce que nous sommes membres de la Commission. Sinon, nous n'en aurions jamais fait partie. Il me semble donc que nous devrions prendre des initiatives lorsque le sujet touche la Commission proprement dite. Quant aux violations plus générales, il vaudrait mieux que les grandes puissances s'en occupent.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Je ne sais pas si j'ai bien entendu le ministre. Veut-il dire qu'il y a eu violation en raison des bombardements? Est-ce ce qu'il voulait dire lorsqu'il a parlé de bombardements il y a quelques instants?